

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBER METAUX SARL

58 RUE VILLEBOIS MAREUIL
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007408129

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2025 dans l'établissement AUBER METAUX SARL implanté 58 RUE VILLEBOIS MAREUIL 93300 Aubervilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du récolement de la mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral n° 2025-3043 du 21/07/25.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBER METAUX SARL
- 58 RUE VILLEBOIS MAREUIL 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007408129
- **Régime : Déclaration avec contrôle**
- Classement :
 - 2710-1-b (Installation de collecte de déchets dangereux) ; la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes
 - 2713-2 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation

de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719), la surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Auber Métaux exerce une activité de tri et transit de déchets de métaux non ferreux et de batteries, que les producteurs apportent sur site.

L'exploitation est ouverte du lundi au vendredi, de 7h30 à 12h, puis de 13h30 à 18h, et le samedi, de 7h30 à 13h, puis de 14h à 17h. Le site emploie environ cinq personnes, dont deux dédiées au tri des déchets, une au transport des déchets du site vers des installations de collecte (comme GDE ou Derichebourg) et deux personnels dédiés aux tâches administratives.

Le site a été exploité sans autorisation jusqu'en novembre 2009, date à laquelle l'exploitant a déposé une demande d'autorisation pour l'ex-rubrique ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) 286 (stockage et récupération de déchets de métaux et alliages).

Sa demande n'a pas abouti du fait de la suppression de cette rubrique, remplacée le 13 avril 2010 par la rubrique 2713 (installation de tri et transit de métaux non-dangereux), sous le régime de la déclaration.

Le classement a par la suite été mis à jour par lettre préfectorale du 7 mai 2013 en ajoutant la rubrique 2710-1-b (installation de collecte de déchets dangereux), également sous le régime de la déclaration. Ce classement est principalement dû à la réception de batteries usagées sur le site.

Le site est situé dans un quartier mixte d'habitations et d'activités économiques, à proximité du canal de Saint-Denis.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5 de l'Annexe I	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Régularisation de la situation administrative	AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a levé les non-conformités relevées dans son rapport de vérification périodique des installations électriques du 14/03/25. En effet, le rapport révisé du 15/07/25 a été transmis à l'Inspection.

Par ailleurs, l'exploitant a mis en place des mesures visant à maintenir la quantité de déchets de batteries (déchets dangereux) inférieure au seuil de 7 tonnes, soit le seuil de l'autorisation. Cependant, l'Inspection constate que la quantité nette réceptionnée n'est toujours pas visée par l'installation de destination des déchets à la fin de certains bordereaux de suivi de déchets.

Enfin, le plan de défense incendie ainsi que les consignes de sécurité figurant dans ce plan doivent être revus conformément aux dispositions réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : La société AUBER MÉTAUX sise 58, rue Villebois Mareuil à Aubervilliers (93300) exerçant une activité de tri et transit de déchets de métaux non ferreux et de batteries que les producteurs apportent sur site, est mise en demeure , en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">- mettre en place, dans un délai de deux mois, un plan de défense contre l'incendie, de le transmettre aux services d'incendie et de secours, et de le mettre à disposition à l'entrée du site (article 4.1.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018), [...] Rappel de l'article 4.1.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 <i>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</i> <i>Il comprend au minimum :</i> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et

l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Constats :

Le plan de défense incendie de septembre 2025 fourni par l'exploitant en date du 30/09/25 est incomplet.

A titre d'exemple, ci-dessous quelques lacunes constatées :

- Parmi les consignes de sécurité qui semblent correspondre aux schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie, conformément à la prescription :

- l'exploitant ne précise pas si une alarme est présente sur site ou non ;
- la terminologie est inappropriée, en effet, les consignes évoquent :
 - « moyens de secours » au lieu de « moyens de lutte contre incendie » ,
 - un responsable de « chantier » tout le long des consignes, alors qu'il s'agit d'un site de tri/ transit de métaux et non d'un chantier. L'Inspection suppose qu'il s'agit plutôt du responsable du site.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que le contenu des consignes de sécurité figurent au point 4.5 de l'Annexe I de l'Arrêté du 27/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

Par exemple, il manque la mention du numéro de téléphone du responsable de site à proximité de celui des services de secours.

- le nombre de 10 extincteurs indiqués parmi les consignes de sécurité est différent du nombre d'extincteurs qui figurent sur le plan organisationnel de l'installation en cas d'incendie fourni dans le document, qui compte 11 extincteurs.

- Il est à noter que l'exercice incendie fourni évoque un point de « réunion ». Ce point de rassemblement n'est ni évoqué dans les consignes de sécurité, ni représenté sur le plan de stockages et défense incendie fourni.

- Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ne sont pas indiquées. A titre d'exemple, sur les deux accès au site figurant sur le plan des stockages et défense incendie fourni, l'exploitant doit identifier l'accès à privilégier par ces services.

- Les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les

<p>accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement sont imprécises. L'évacuation du matériel roulant décrit dans les consignes de sécurité n'indique pas le lieu destiné à cette évacuation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en période non ouvrée n'apparaissent pas dans le plan de défense incendie. - Le plan organisationnel de l'installation en cas d'incendie comporte de nombreux manquements face aux éléments exigés par la prescription. A titre d'exemple les poteaux incendie, les moyens de rétention, l'emplacement des déchets dangereux notamment les batteries, les interrupteurs centraux, les éventuelles commandes de désenfumage, ne figurent pas sur le plan. <p>Enfin, le plan de défense incendie n'est à ce jour ni transmis aux services d'incendie et de secours, ni mis à disposition à l'entrée du site. L'exploitant indique avoir communiqué avec les services d'incendie et de secours dans le but de disposer d'un contact approprié, cependant aucun retour n'aurait été apporté à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rédiger et transmettre à l'Inspection un plan de défense incendie conforme en tout point à la prescription. - se conformer à la prescription de l'arrêté ministériel précité concernant les consignes de sécurité ; - transmettre le plan de défense incendie conforme aux services de secours et d'incendie (coordonnées communiquées par l'Inspection) ; - mettre à disposition, à l'entrée du site, le plan de défense incendie conforme.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Régularisation de la situation administrative

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/07/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Régularisation de la situation administrative</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AUBER MÉTAUX sise 58, rue Villebois Mareuil à Aubervilliers (93300) exerçant une activité de tri et transit de déchets de métaux non ferreux et de batteries que les producteurs apportent sur site, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire évacuer, sans délai, une partie des stocks de batteries pour redescendre en dessous du seuil de 7 tonnes (article L.171-7 du code de l'environnement), - régulariser la situation administrative de son installation (article L.171-7 du code de l'environnement) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit en déposant un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 2710-1 dans un délai de trois mois au plus tard ; ▪ soit en mettant en place, sans délai, des mesures efficaces permettant de rester en dessous du seuil de 7 tonnes (exemple : contenant ne permettant pas de dépasser ce seuil

associé à une évacuation plus régulière).

Constats :

L'Inspection constate une diminution de la quantité de déchets de batteries, en comparaison de la quantité observée lors de la précédente visite d'inspection du 24/04/25.

L'Inspection estime le nombre de batteries présentes sur site lors de la visite d'inspection, à environ 200. Considérant le poids moyen d'une batterie à 20 kg, cela correspondrait à une quantité de $20 \text{ kg} \times 200 = 4\,000 \text{ kg}$ = environ 4 tonnes de batteries, soit en dessous du seuil du régime de l'autorisation de 7 tonnes.

L'exploitant explique avoir pris les mesures suivantes pour assurer le maintien de la quantité de déchets de batteries en deçà du seuil de 7 tonnes :

- l'exploitant est équipé d'une bascule d'une capacité maximale de 2 tonnes. Il pèse désormais les quantités de batteries entrantes. Dès que la quantité cumulée approche le seuil de 7 tonnes, il contacte la société de récupération afin d'assurer l'évacuation de ces dernières avant d'atteindre le seuil des 7 tonnes.

- l'exploitant prend le rebord de la benne dédiée à l'entreposage des batteries comme repère pour assurer le maintien en deçà du seuil de 7 tonnes. Il constate qu'en dessous du rebord, la quantité reste inférieure à 7 tonnes.

Les bordereaux de suivi de déchets, qui sont désormais disponibles en consultation directe par l'Inspection, montrent que, depuis la dernière visite d'inspection la quantité de déchets de batteries oscille entre 4 et 6,28 tonnes par expédition, sur la période du 09/05/25 au 21/10/25, à raison de deux expéditions par mois.

Concernant une demande d'antériorité formulée par l'exploitant, l'Inspection a profité de la visite pour répondre à l'exploitant sur son ancien courrier de demande de bénéfice des droits acquis du 13/04/2011 au titre de la rubrique 2718 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux [...], à l'exclusion des installations visées aux rubriques, 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne [...], sous le régime d'Autorisation, qu'il a joint à son mémoire en réponse de septembre 2025.

A cette demande, l'exploitant a joint l'arrêté préfectoral d'autorisation de son autre site situé 15 rue des Fillettes, 93200 Saint-Denis, anciennement exploité au titre de la rubrique 2718 sous le régime de l'autorisation pour une quantité de batteries de 10 tonnes et qui fait l'objet d'une cessation depuis 2023.

L'exploitant explique dans ce mémoire, que la cessation d'activité de l'installation du site de Saint-Denis aurait donné lieu à un transfert des stocks de déchets de batteries vers le site d'Aubervilliers. De ce fait l'exploitant souhaite pouvoir bénéficier d'une tolérance si la quantité de batteries excède 7 tonnes, c'est-à-dire avoisinant 12 tonnes. Il affirme que cette demande soit soutenue par le fait que le siège social du site de Saint-Denis se trouve à l'adresse du site d'Aubervilliers qui fait l'objet de cette visite d'Inspection.

Tout d'abord, l'Inspection rappelle à l'exploitant que les services de la Préfecture délivrent un acte d'autorisation d'exploiter une installation sur le lieu où se déroule l'activité et que cette autorisation ne peut faire l'objet d'un transfert.

D'autre part, l'Inspection rappelle à l'exploitant que, par courrier du 04/02/2013, il a transmis une mise à jour du classement, dans lequel il :

- confirme son classement sous la rubrique 2713.2 Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage

de métaux ou de déchets de métaux non dangereux [...], la surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m²,

- sollicite, concernant les déchets de batterie, le reclassement de son activité sous la rubrique **2710-1-b Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, 1. Collecte de déchets dangereux, b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes, pour une quantité maximale de déchets de batteries stockées de 5 tonnes.**

Suite à ce courrier de demande de reclassement, l'Inspection avait réalisé une visite d'inspection en date 05/03/2013. Celle-ci avait donné lieu au classement définitif actuel par lettre préfectorale du 07/05/2013, sous les rubriques précitées.

Les installations sont donc depuis cette date, connues de nos services selon ce classement. La demande d'antériorité de l'exploitant est donc non recevable.

De plus, comme déjà communiqué par le rapport de visite précédent du 13/05/25, par le procès-verbal de délit du 13/05/25, et par l'arrêté préfectoral de mise en demeure N° 2025-3043 du 21/07/2025, si l'exploitant souhaite augmenter la quantité de déchets de batteries au-delà du seuil de son régime actuel de déclaration de 7 tonnes, il devra déposer un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 2710-1.

Suite à cette discussion, l'exploitant confirme son souhait de maintenir son régime de déclaration actuel.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R541-45

Thème(s) : Risques chroniques, Signature des bordereaux de suivi de déchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, **un bordereau électronique** dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. **Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.**

[...]

Si la personne qui reçoit des déchets [...] accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, **en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.**

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, **l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi**

que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

Constats :

L'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets électroniques datés du 24/07/25 et 11/09/25 qui font respectivement état de 6 tonnes et 6,1 tonnes de déchets de batteries, soit bien inférieures au seuil de l'autorisation de 7 tonnes.

Les bordereaux de suivi de déchets des 22/04/25 et 13/10/25 consultés par l'Inspection sur le site dédié à cet effet, font respectivement état d'une quantité estimée de 1 tonne et 6 tonnes au niveau de l'encart n° 5 du bordereau. Cependant, l'Inspection note que l'installation de destination, à savoir la société de récupération des déchets de batteries, n'a pas complété les informations requises, ni signé ces deux bordereaux dans la dernière partie. Les informations nécessaires prévues par le code de l'environnement, telles que la quantité nette présentée, l'acceptation du lot, le traitement subi par les déchets, **sont donc manquantes.**

De plus l'exploitant n'a pas avisé l'Inspection de ces manquements dans le délai d'un mois, comme prévu par le Code de l'environnement. L'exploitant avoue l'absence de suivi de la complétude des bordereaux de suivi de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de :

- faire compléter et signer les deux bordereaux de suivi de déchets des 22/04/25 et 13/10/25 par la société de récupération des déchets de batteries, puis les transmettre à l'Inspection ;
- mettre en place une surveillance des prochains bordereaux de suivi de déchets afin de vérifier leur complétude et signature par l'installation de destination. Si ces derniers ne sont pas signés, l'exploitant devra en informer le service des Installations Classées dans le délai d'un mois prévu par le Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5 de l'Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations déclarées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...]
Constats : L'exploitant a organisé un exercice de défense incendie en date du 09/06/25 sur son site d'Aubervilliers dont le compte-rendu se trouve dans le plan de défense incendie fourni par ses soins. Cependant ce dernier ne retrace pas clairement le déroulement des événements et des actions mises en œuvre par les différents intervenants lors de l'exercice. L'exploitant a fourni le bon de commande de la formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention en cas d'incendie, ainsi que la feuille de présence des potentiels opérateurs et intervenants ayant suivi cette formation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L' Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de revoir le compte rendu de l'exercice afin de clarifier le déroulement des événements et des actions mises en œuvres par les différents intervenants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours